Non, le Frexit ne peut pas être comparé avec le Brexit ! Par contre la Suisse fait rêver !

écrit par Christine Tasin | 22 avril 2024

C’est assez ahurissant de lire dans la presse, dans les déclarations de différents candidats et même sur RR sous la plume de quelques commentateurs et même de l’un de nos contributeurs des analyses étranges qui ne tiennent compte ni de la réalité ni de l’histoire.

Or, Résistance républicaine défend dans ses statuts la République, l’héritage des Lumières, la laïcité, la notion de bien commun et de citoyenneté… toutes ô combien malmenées et battues en brèche par l’UE qui nous impose immigration, islam, wokisme, préférence étrangère et des moeurs anglo-saxonnes qui ne sont pas les nôtres.

Il ne peut être concevable que RR fasse la propagande européiste.

Vous avez tous remarqué que, comme par hasard, la presse française aux ordres de taper sur le Brexit, faisant dire aux Anglais ce qui les arrange... Bref, le Brexit pour faire peur aux enfants que seraient devenus les Français ! Nous avons tous payé pour savoir que lorsque les journaleux font une campagne ça n’est jamais pour notre intérêt, mais

uniquement pour celui des mondialistes. Que ce soit le vaxxin Covid, l'Ukraine, l'UE, Macron, l'imposture climatique… ils cochent tous les mêmes cases.

Et il y a encore des patriotes pour les écouter, pour les suivre, pour hurler avec les loups ?

À la une

Challenges
Les Anglais regrettent amèrement le Brexit
Il y a 2 jours

La Tribune
Londres refuse d'ouvrir une brèche dans le Brexit pour la mobilité des jeunes
Il y a 1 jour

Libération
Royaume-Uni : le Brexit aggrave les pénuries de médicaments
Il y a 3 jours

La Libre.be
Brexit : le Royaume-Uni rejette une proposition de Bruxelles pour relancer la…
Il y a 1 jour

Alors que la réalité est bien autre, l'Angleterre s'en sort bien mieux que la France et elle ne peut que se glorifier d'être sortie de ce machin... et si tout ne va pas parfaitement bien au Royaume Uni c'est à la fois à cause d'une immigration musulmane qui se fait maîtresse partout et… à cause des négociations pour le Brexit qui ont laissé l'UE imposer des règles de fonctionnement mortifères !!!

Ci-dessous quelques passages de *Frexit : tout va bien se passer,*

d'Alain Falento, concernant et le Brexit et la Suisse, pays prospère, qui n'a pas plus d'atouts que la France, au contraire, mais qui s'en sort haut la main… parce qu'elle privilégie les siens avant les autres et ne reconnaît de

lois que les siennes . Et l'on pourrait également gloser sur la Russie, pays ô combien souverain et indépendant et ô combien prospère !

LES ENSEIGNEMENTS DU BREXIT

Après 36 mois de négociation a`couteau tiré, les négociations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne ont abouti a`un accord de 1300 pages, qui régit les relations entre les deux entités, dans tous les domaines.

La lecture de ce document, fastidieuse qu'elle est, laisse apparaître un fait surprenant : les négociateurs anglais, dont tout le monde prétend qu'ils ont un sens aigu de l'intérêt national, ont pratiquement accepté toutes les injonctions européennes.

C'est a`croire que ces négociations ont été menées par des gens qui avaient pour intention de revenir dans le giron de l'Union européenne tôt ou tard.

Ils sont cependant parvenus a`exclure de l'accord le système bancaire et les services financiers, ce qui était absolument crucial pour préserver les intérêts de la City de Londres.

Ils ont également recouvré leur souveraineté en matière d'immigration, de défense et de politique internationale.

Par contre, en échange d'un accès au Marché unique européen, les Anglais ont accepté de se plier aux règles et normes européennes (sociales, environnementales). Les droits de douanes sont supprimés, mais des contrôles aux frontières sont instaurés, avec obligation de faire des déclarations d'importation et d'exportation.

Cette complication est a`mettre sur le compte de la situation géographique et politique particulière du Royaume Uni (relations complexes entre la République d'Irlande, restant membre de l'Union européenne, et l'Irlande du Nord, constitutive du Royaume Uni).

Cette situation a engendré une complexité douanière spécifique a`laquelle nous ne serons pas confrontés.

C’est précisément a`cause de ces règles et normes européennes, qui nous sont extrêmement défavorables, que l’accord du Brexit ne peut en aucun cas nous servir de modèle.

D’aucuns prétendent, y compris outre-manche, que le Brexit est un échec, et de nombreuses voix commencent a`s’élever, réclamant un rapprochement avec l’Union européenne.

En premier lieu, la situation économique du Royaume-Uni n’est de très loin pas plus catastrophique que la notre.

En second lieu, les Anglais ont pris des décisions contestables concernant la gestion de leur immigration, préférant substituer l’immigration originaire du sous-continent indien issue du Commonwealth a`celle des pays de l’Est.

Bien que cette décision s’avérera très probablement catastrophique a`long terme, particulièrement pour les Anglais de souche s’il en subsiste encore, elle présente au moins le mérite de ne pas être imposée par une entité supranationale extérieure.

Les Anglais désirent être submergés par une immigration majoritairement musulmane venant d’un autre continent ?

Si telle est leur volonté, il n’y aucune raison de les priver des joies de la charia.

Ils assumeront leurs décisions, et en payeront le prix, mais au moins ils ne se seront pas vus imposer une immigration par des fonctionnaires européens non élus.

L’attitude de l’Union européenne, particulièrement pendant les discussions portant sur les grands principes de la

négociation, nous dictera ce qu'il convient de faire.

Du point de vue de l'Union européenne, le départ de la France est une véritable catastrophe. Il n'est d'ailleurs même pas certain que cette dernière survive a`notre départ.

Il n'est pas improbable que cette structure inique explose pendant nos négociations de sortie.

Tout dépendra en fait de l'attitude de l'Allemagne, qui sera alors le maître incontesté de ce qui restera de l'Union européenne. Plusieurs possibilités sont a`envisager.

LA SORTIE DE L'UNION EUROPÉENNE

Une première hypothèse de travail consiste a`considérer que l'Union européenne va tenter de faire durer ces négociations le plus longtemps possible, avec un double objectif.

Le premier consiste a`attendre un retournement de l'opinion publique française, réputée versatile, qui aboutirait a`un changement de majorité et de gouvernement, qui déciderait finalement de rester dans l'Union européenne.

Comme nous le verrons dans la partie consacrée a`la sortie de l'euro, ce scénario doit être considéré avec une grande attention, car notre appartenance a`l'euro est de loin notre principale faiblesse.

Le deuxième objectif sera, a`l'instar de l'exemple du Brexit, d'essayer de nous garder tout en nous laissant partir, en nous faisant accepter la grande majorité des règlements européens (concurrence libre et non faussée, libre circulation des personnes des personnes, des biens et des capitaux, normes et directives européennes), légèrement assouplis pour nous apaiser.

Nous nous retrouverions alors dans la pire des situations, suffisamment en dehors de l'Union européenne pour ne plus peser dans les décisions, et trop a`l'intérieur pour être en

mesure de recouvrer notre souveraineté entière et complète. Une sorte de zone de transit pour les marchandises produites par les autres pays.

La deuxième hypothèse de travail considèrera une Union européenne inflexible, décidée a`nous punir, tentant d'imposer ses conditions, comme elle l'a fait avec le Royaume-Uni.

Dans tous les cas de figures, comme l'avait dit Boris Johnson, il est préférable de ne signer aucun accord, et de commercer avec nos voisins européens selon les règles de l'Organisation mondiale du Commerce (qui d'ailleurs sont mentionnées dans l'accord du Brexit), que de signer un accord qui nous est défavorable.

A bien y regarder, si l'on considère la situation d'un point de vue cynique, nous aurions tout intérêt a`nous limiter avec l'Union européenne aux règles de l'Organisation mondiale du commerce.

En effet, Donald Trump, en refusant de nommer les juges arbitraux auxquels son pays avait droit, aura porté un coup fatal a`cette institution.

(…)
C'est donc la loi du plus fort et du plus hardi qui prévaut. C'est peut-être le moment ou jamais pour la France d'enfreindre les règles de l'Organisation mondiale du commerce vis-a̗-vis de certains États membres de l'Union européenne, sachant que ces derniers ne pourront en faire de même, englués qu'ils seront dans cette structure pachydermique et peu réactive.

En termes de négociation, il est un petit pays européen qui a parfaitement su négocier ses relations avec l'Union européenne au mieux de ses intérêts : la Suisse

LA SUISSE A TROUVÉ LA BONNE STRATÉGIE

La Suisse, petit pays de 8 millions d'habitants a`nos portes, affiche depuis des décennies une santé économique étonnante.

Le couť de la vie y est de notre point de vue monstrueux, mais les salaires suisses sont a`l'image des prix pratiqués.

Le taux de choměage se maintient quant a`lui a`un niveau que l'on peut considérer comme incompressible.

Contrairement a`une idée trop communément répandue, la Suisse ne tire pas sa richesse uniquement de l'exportation de chocolat, ou de ses banques.

Même s'il est incontestable que ce pays agit comme une sorte de passager clandestin dans la lutte contre le blanchiment et l'évasion fiscale, la Suisse est également une puissance industrielle fortement exportatrice qui a réussi l'exploit de présenter un excédent commercial qui oscille depuis des années entre 45 et 60 milliards de CHF.

Les Européens ne peuvent d'ailleurs s'en prendre qu'a`eux-mêmes, car rien ne les contraint a`accepter cette situation, sinon peut-être le fait que nombre de nos dirigeants possèdent des comptes dans les institutions bancaires helvétiques.

A`titre de comparaison, la France ne cesse de creuser son déficit commercial, atteignant en 2022 le montant record de 164 milliards d'euros, soit une dégradation de 78 milliards sur un an.

Les principaux partenaires commerciaux de la Suisse sont pourtant les mêmes que ceux de tous les autres pays européens (Allemagne, Italie, France et Chine).

Comment ce petit pays, qui n'a pourtant ni population importante, ni débouché sur la mer et très peu de terres arables, a-t-il bien pu procéder pour prospérer dans tous les secteurs, tout en étant une exclave dans le territoire de l'Union européenne ?

Comment les Suisses ont-ils fait pour résister a`l'ogre européen qui, sur le papier, était supposé leur imposer ses diktats commerciaux et ses normes sans autre forme de procès ?

Le peuple suisse se caractérise par une forte de conscience de son intérêt national, et les dirigeants qui sont élus agissent toujours dans le but de le défendre.

Il faut admettre qu'il s'en est fallu de peu que les Suisses ne rejoignent l'Union européenne en 1992, lorsque le « Non » l'emporta d'une courte tête. Près de 40 ans plus tard, il ne leur viendrait même pas a`l'idée de se poser la question.

La Suisse est le contre argument par excellence contre tous ceux qui prétendent que la France est trop petite pour reprendre son destin en main.

Le franc suisse est une monnaie forte, et la Banque Nationale Suisse pilote astucieusement sa parité vis-a`-vis de l'euro, en intervenant sur les marchés, de façon a`maintenir la compétitivité de son industrie.

La Suisse, qui dispose d'un territoire restreint, en majorité montagneux, est parvenue a`maintenir son agriculture, qu'elle protège comme il se doit des monstres européens que sont la France et l'Allemagne, en subventionnant ses producteurs et en taxant les importations agricoles.

C'est ainsi qu'il est tout a`fait normal, par exemple, de trouver dans les supermarchés suisses des poulets locaux a`25 euros, soit presque 3 fois plus chers que leur équivalent européen, sans que personne ne crie au scandale.

Les Suisses ont compris que la souveraineté alimentaire et la qualité avaient un prix, et ils se sont organisés en conséquence, en utilisant les droits de douane, quotas ou interdiction pure et simple d'importation.

La souveraineté alimentaire a même été introduite dans la

Constitution suisse, ce qui lui donne un argument de poids dans les négociations internationales.

L’article 104 de la Constitution suisse justifie que la Confédération verse des aides directes aux exploitants agricoles, dans l’objectif de maintenir une production agricole locale qui permette une souveraineté alimentaire minimale.

Pour acheter le livre, c’est ici :

https://resistancerepublicaine.com/2024/03/21/frexit-tout-va-bien-se-passer-le-dernier-livre-de-resistance-republicaine-vous-redonnera-le-moral/